



# **Synthèse**

## **de l'état d'avancement des activités**

### **du comité de contact des ISC de l'UE**

---

Octobre 2012

<b>Groupes de travail et réseaux</b>
<b>Groupe de travail sur les Fonds structurels V</b>
<b>Groupe de travail sur les activités dans le domaine de la taxe à la valeur ajoutée</b>
<b>Groupe de travail sur les déficiences en matière de contrôle des finances publiques</b>
<b>Groupe de travail conjoint sur les activités d'audit</b>
<b>Réseau concernant les rapports des ISC nationales relatifs à la gestion financière des fonds de l'UE</b>
<b>Réseau d'experts dans le domaine agricole</b>
<b>Réseau sur l'audit des politiques budgétaires</b>
<b>Réseau sur l'audit de la stratégie de Lisbonne/de la stratégie «Europe 2020»</b>
<b><i>Task force</i> chargée d'étudier les possibilités de coopération avec Eurostat et les instituts nationaux de statistiques</b>

Nom du groupe de travail/du réseau/ de la <i>task force</i>	<b>Groupe de travail sur les Fonds structurels V</b>
Objectif/Mandat	En 2011, le comité de contact a chargé le groupe de travail de poursuivre ses travaux en matière des programmes des fonds structurels et notamment d'étudier la «Simplification des règles régissant les fonds structurels». Le comité de contact a apprécié l'intention du groupe de travail de soumettre son rapport de contrôle au comité de contact en 2013. Le groupe de travail a convenu de terminer son enquête en 2012.
État d'avancement des travaux/ Réalizations/ Résultats en 2012	Le groupe de travail a adopté un programme de contrôle commun et un calendrier de contrôle. Les enquêtes sur place dans le cadre du contrôle parallèle ont été initiées en mai 2012 et leur achèvement est prévu pour octobre 2012. Les rapports nationaux sont à finaliser jusqu'à la fin décembre. De janvier 2013 jusqu'à mars 2013, le groupe restreint compilera un projet de rapport intégral. Celui-ci sera soumis à discussion à la réunion plénière du groupe de travail qui se tiendra en avril 2013.
Liens vers les rapports/ documents pertinents du groupe de travail/réseau	<a href="http://www.contactcommittee.eu">http://www.contactcommittee.eu</a>
Activités de l'année 2012 (réunions, etc.)	Les 22/23 novembre 2011, Bruxelles: réunion du président du groupe de travail avec la Commission européenne (taxation et union douanière, décharge, contrôle des finances et lutte contre la fraude; DG du budget)  Les 22/23 novembre 2011, Bruxelles: 1 <sup>re</sup> réunion du groupe restreint  Les 13/14 mars 2012, Berlin: réunion plénière du groupe de travail et réunion du groupe restreint; discussion du projet du programme de contrôle commun, du calendrier de contrôle et de la méthodologie
Membres du groupe de travail/réseau et observateurs	<u>Membres</u> : les ISC de l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, l'Espagne, la Hongrie, l'Italie, la Lituanie, Malte, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la Slovaquie, la Slovénie et la Suède <u>Observateurs</u> : l'ISC de la République tchèque <u>Groupe restreint</u> : les ISC de l'Allemagne (présidence), des Pays-Bas et de la Slovénie
Nom de la personne de contact/ Présidence du groupe de travail/réseau	<u>Présidence</u> : Rolf-Dietrich Kammer, Membre de la Bundesrechnungshof <u>Personnes de contact</u> : Horst-Raimund Wulle, Chef du secteur de pilotage, <a href="mailto:Horst-Raimund.Wulle@brh.bund.de">Horst-Raimund.Wulle@brh.bund.de</a> Jana Oeser, Auditrice à la Bundesrechnungshof, <a href="mailto:Jana.Oeser@brh.bund.de">Jana.Oeser@brh.bund.de</a>
Programme d'activité pour 2013	Préparation du rapport final

Nom du groupe de travail/du réseau/ de la <i>task force</i>	<b>Groupe de travail sur les activités dans le domaine de la taxe à la valeur ajoutée</b>
Objectif/Mandat	Forum visant à permettre l'échange d'expériences relatives au fonctionnement du système TVA au sein de l'UE, en particulier pour ce qui concerne: <ul style="list-style-type: none"> <li>• le suivi des évolutions dans le domaine de la TVA;</li> <li>• la coopération administrative entre les États membres;</li> <li>• l'estimation des pertes de recettes de TVA dues à la fraude et l'évaluation de l'efficacité des politiques en matière de lutte contre la fraude;</li> <li>• la lutte contre la fraude intracommunautaire à la TVA;</li> <li>• la promotion de la coopération en matière d'audit dans le domaine de la TVA.</li> </ul>
État d'avancement des travaux/ Réalizations/ Résultats en 2012	<u>Groupe restreint n° 1</u> Rapport sur les méthodes d'élaboration d'indicateurs appropriés du produit de la TVA et de mesure de l'écart de la TVA. <u>Groupe restreint n° 2</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport sur l'état d'avancement de la stratégie de lutte contre la fraude à la TVA au niveau de l'UE.</li> <li>• Examen et approbation d'un nouveau type de rapport relatif à l'observation de l'évolution de la stratégie de lutte contre la fraude à la TVA au niveau de l'UE.</li> <li>• Examen approfondi des résultats du questionnaire concernant la gestion des risques et sur la manière de les utiliser.</li> </ul>
Liens vers les rapports/documents pertinents du groupe de travail	<a href="http://www.contactcommittee.eu">http://www.contactcommittee.eu</a>
Activités de l'année (réunions, etc.)	<u>Groupe restreint n° 1</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Consultation en réseau sur le rapport, établi par la présidence (l'ISC d'Italie), relatif aux méthodes d'élaboration d'indicateurs appropriés du produit de la TVA et de mesure de l'écart de TVA.</li> <li>• Examen de la méthodologie modifiée appliquée pour établir l'estimation, ainsi que des hypothèses avancées dans le rapport final de Reckon.</li> <li>• Réunion à Rome les 28 et 29 novembre 2011.</li> </ul> <u>Groupe restreint n° 2</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunion à Bruxelles les 9 et 10 octobre 2011.</li> <li>• Réunion à Bucarest les 18 et 19 juin 2012.</li> <li>• Consultation en réseau sur les réponses au questionnaire relatif à la gestion des risques.</li> <li>• Examen des nouvelles modalités d'établissement de rapports.</li> </ul>
Membres du groupe de travail et observateurs	<u>Membres</u> : Belgique, Bulgarie, République tchèque, Danemark, Allemagne, Estonie, Espagne, Irlande, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Malte, Pays-Bas, Autriche, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovénie, Slovaquie, Finlande, Royaume-Uni. <u>Observateurs</u> : Grèce, Cour des comptes européenne.
Nom de la personne de contact/Présidence	<u>Personne de contact</u> : M. Alexandru Costache (ISC de Roumanie) – Président du groupe de travail, <a href="mailto:alexandru.costache@rcc.ro">alexandru.costache@rcc.ro</a> , avec copie à M. Dragos

du groupe de travail	<p>Budulac – Agent de liaison et chef de l’unité des relations internationales, <a href="mailto:dragos.budulac@rcc.ro">dragos.budulac@rcc.ro</a>.</p> <p><u>Présidence</u>: la présidence du groupe de travail est exercée par rotation. À partir d’octobre 2012, à la suite de la réunion du comité de contact, elle sera assurée par l’ISC de Roumanie. Jusque-là, c’était l’ISC de Hongrie qui assurait la présidence du groupe de travail (2010-2012).</p>
Programme d’activité pour 2013	<p><u>Groupe restreint n° 1</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Encourager et examiner les audits nationaux portant sur l’exactitude et la comparabilité des estimations de l’écart de TVA calculées selon la méthode descendante définie par Reckon, mais fondées sur les données tirées des relevés annuels soumis à la Commission européenne par les États membres.</li> <li>• Encourager les ISC nationales à auditer le processus par lequel les relevés nationaux sont élaborés et veiller à assurer la disponibilité de ces derniers en temps utile pour le groupe d’experts TVA – groupe restreint n° 1 afin de produire les estimations de l’écart de TVA à fournir aux ISC participantes et au groupe plénier pour examen complémentaire.</li> <li>• Examiner la question de la quantification des différents éléments de l’écart de TVA, principalement sous l’angle de la fraude.</li> <li>• Examiner et évaluer les méthodologies et les conditions nécessaires pour mesurer les résultats des politiques et des actions visant à lutter contre l’évasion et la fraude en matière de TVA.</li> <li>• Prévoir une réunion particulière du groupe restreint n° 1 afin d’examiner la question avec des experts de l’administration fiscale.</li> <li>• Encourager les ISC à prévoir des audits parallèles afin d’évaluer les méthodologies adoptées par les États membres pour estimer l’économie souterraine et l’évasion et la fraude fiscales, ainsi que pour établir les relevés nationaux.</li> </ul> <p><u>Groupe restreint n° 2</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuer à observer l’évolution de la stratégie de lutte contre la fraude à la TVA au niveau de l’UE.</li> <li>• Assurer la présentation appropriée d’informations actualisées sur le sujet.</li> <li>• Suivre l’évolution de la législation, des constatations d’audit et des nouvelles tendances en matière de fraude au sein des États membres.</li> <li>• Poursuivre l’étude de la gestion des risques en examinant les procédures de gestion des risques appliquées aux informations reçues des contribuables après l’enregistrement.</li> <li>• Encourager les ISC à effectuer des audits conjoints.</li> <li>• Publier les rapports du groupe restreint sur le site à accès limité du réseau CIRCA et, le cas échéant, les transmettre aux administrations nationales concernées.</li> <li>• Présenter les constatations établies, lors de la prochaine réunion du groupe de travail en 2013.</li> </ul>

Nom du groupe de travail/du réseau/ de la <i>task force</i>	<b>Groupe de travail sur les déficiences en matière de contrôle des finances publiques</b>
Objectif/Mandat	Le groupe de travail a reçu mandat du comité de contact (résolution CC-R-2011-5) d'effectuer, dans le cadre d'un projet pilote, une évaluation parallèle du contrôle prudentiel des banques au sein des États membres de l'UE. Cette évaluation concernait essentiellement l'étendue du mandat des institutions supérieures de contrôle (ISC) et le bon exercice de ce mandat à l'égard des principaux superviseurs financiers chargés du contrôle prudentiel des banques. Il a été demandé au groupe de faire rapport au comité de contact en 2012.
État d'avancement des travaux/Réalisations/Résultats en 2012	En 2012, chaque membre du groupe de travail a procédé, dans son propre pays, à une brève évaluation de l'exercice de son mandat à l'égard du principal superviseur financier. Les résultats de ces évaluations effectuées par les ISC ont été intégrés par la présidence (l'ISC des Pays-Bas) dans un rapport global destiné au comité de contact. En outre, une résolution a été établie dans la perspective de la réunion du comité de contact de 2012.
Liens vers les rapports/documents pertinents du groupe de travail	
Activités de l'année (réunions, etc.)	Le groupe de travail s'est réuni le 18 janvier 2012 à La Haye. À cette occasion, les membres ont examiné, puis approuvé une proposition de la présidence sur la manière d'effectuer l'évaluation parallèle. Par ailleurs, certains membres du groupe de travail se sont rencontrés (de manière informelle) en juin 2012 à Paris, lors de la réunion du réseau sur l'audit des politiques budgétaires.  Pour le reste, les membres du groupe de travail ont communiqué par courrier électronique.
Membres du groupe de travail et observateurs	Les activités effectuées en 2012 par le groupe de travail étaient ouvertes à toutes les ISC. Les ISC du Danemark, d'Allemagne, d'Estonie, de France, d'Italie, de Lettonie, de Lituanie, des Pays-Bas (présidence), de Pologne, du Portugal et de Finlande, ainsi que la Cour des comptes européenne ont participé activement au projet pilote et vu leurs informations intégrées dans le rapport du groupe de travail.  L'ISC de Suède n'a pas pris part au groupe de travail, mais les résultats pour ce pays ont pu être tirés d'autres sources et ont également été intégrés dans le rapport.  <u>Observateurs</u> : Bulgarie, Espagne, Chypre, Slovénie et Slovaquie.
Nom de la personne de contact/Présidence du groupe de travail	<u>Coprésidents</u> : MM. Piet Rozendal et Peter van Roozendaal – ISC des Pays-Bas.  <u>Personne de contact</u> : M. Peter van Roozendaal – ISC des Pays-Bas ( <a href="mailto:p.vanroozendaal@rekenkamer.nl">p.vanroozendaal@rekenkamer.nl</a> ).

Programme d'activité  
pour 2013

La résolution soumise pour adoption à la réunion du comité de contact suggère de mettre un terme au mandat du groupe de travail sur les déficiences en matière de contrôle des finances publiques à la date du 31 décembre 2012, vu qu'il a rempli sa mission, et propose que le comité de contact continue à prêter attention à l'audit des superviseurs financiers, dans le cadre de son réseau sur l'audit des politiques budgétaires.

Nom du groupe de travail/du réseau/de la <i>task force</i>	<b>Groupe de travail conjoint sur les activités d'audit</b>
Objectif/Mandat	<p>Il s'agissait à l'origine d'un groupe de travail des pays candidats à l'adhésion visant à promouvoir et à faciliter une coopération pratique et dynamique, sur une petite échelle, entre les ISC des pays en cause et celles des États membres de l'UE. Rebaptisé «groupe de travail conjoint sur les activités d'audit», il a été créé en 2002.</p> <p>Le comité de contact de 2004 a confirmé le rôle clé du groupe de travail conjoint sur les activités d'audit dans le cadre de l'élargissement de l'UE après mai 2004, son mandat consistant à contribuer à maintenir les relations de travail et la coopération entre les ISC membres du comité de contact et le réseau des présidents (des pays en voie d'adhésion, ainsi que des pays candidats et candidats potentiels à l'adhésion).</p> <p>Le groupe de travail conjoint sur les activités d'audit soutient les travaux du réseau des présidents en lui fournissant des conseils professionnels, organisationnels et techniques.</p>
État d'avancement des travaux/Réalisations/Résultats en 2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Rapport annuel d'activité pour le comité de contact</b> Rapport sur les activités d'audit bilatérales et multilatérales.</li> <li>• <b>Affiche du groupe de travail conjoint sur les activités d'audit indiquant les réalisations majeures depuis la dernière réunion</b> La liste complète des événements et des activités soutenus par le groupe de travail conjoint sur les activités d'audit depuis la dernière réunion figure dans la section Activités ci-après.</li> </ul>
Liens vers les rapports/documents pertinents du groupe de travail conjoint	<p><a href="http://www.contactcommittee.eu">www.contactcommittee.eu</a> CIRCA</p>
Activités de l'année (réunions, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Séminaire sur l'audit des comptes budgétaires et des états financiers consolidés</b> (décembre 2011, Belgrade, Serbie): le groupe de travail conjoint sur les activités d'audit faisait partie de l'équipe chargée des travaux préparatoires et a pris part à l'événement.</li> <li>• <b>Séminaire sur le thème «comment assurer la qualité de l'audit»</b> (avril 2012, Prague, République tchèque): le groupe de travail conjoint sur les activités d'audit a accueilli et coprésidé le séminaire et faisait partie de l'équipe chargée des travaux préparatoires.</li> <li>• <b>Réunion des agents de liaison du réseau des présidents</b> (avril 2012, Rome, Italie): en présence des présidents du groupe de travail conjoint sur les activités d'audit.</li> <li>• <b>Première réunion préparatoire du séminaire sur l'audit de la performance</b> organisée par la Commission européenne pour le réseau des présidents (juillet 2012, Bruxelles, Belgique): le groupe de travail conjoint sur les activités d'audit est membre de l'équipe chargée des travaux préparatoires.</li> <li>• <b>Travaux préparatoires pour la réédition du document <i>State Audit in the EU (L'audit du secteur public dans les pays de l'UE) de 2005.</i></b></li> </ul>

Membres du groupe de travail conjoint et observateurs	<p><u>Membres</u>: tous les membres du comité de contact et le réseau des présidents, soutenus par SIGMA.</p> <p><u>Observateurs</u>: s.o.</p>
Nom de la personne de contact/Présidence du groupe de travail conjoint	<p><u>Personnes de contact et coprésidents</u>:</p> <p>M. Dragos Budulac, ISC de Roumanie, <a href="mailto:dragos.budulac@rcc.ro">dragos.budulac@rcc.ro</a>;</p> <p>M. Radek Majer, ISC de la République tchèque, <a href="mailto:radek.majer@nku.cz">radek.majer@nku.cz</a>;</p> <p>Mme Tereza Koucká Höfferová*, ISC de la République tchèque, <a href="mailto:tereza.kouckahofferova@nku.cz">tereza.kouckahofferova@nku.cz</a>.</p> <p>*coprésidente à dater du 1<sup>er</sup> octobre 2012</p>
Programme d'activité pour 2013	<p>Apporter un soutien technique et professionnel dans le cadre du séminaire de la Commission européenne sur l'audit de la performance, organisé pour le réseau des présidents (prévu en mai 2013).</p> <p>Faciliter le soutien du comité de contact à des réunions, à des projets ou à des initiatives spécifiques du réseau en coopération avec SIGMA (par exemple, la conférence sur l'importance de promouvoir des relations constructives entre les ISC et les parlements nationaux, ainsi que d'autres organismes des administrations publiques).</p> <p>Préparer la réédition du document <i>State Audit in the EU</i> (L'audit du secteur public dans les pays de l'UE) de 2005.</p> <p>Faire rapport au comité de contact 2013.</p>

Nom du groupe de travail/du réseau/ de la <i>task force</i>	<b>Réseau concernant les rapports des ISC nationales relatifs à la gestion financière des fonds de l'UE</b>
Objectif/Mandat	Le réseau a pour objectifs l'échange d'informations sur la gestion financière des fonds de l'UE et la réflexion sur ce qui pourrait être fait dans et avec les rapports (d'ensemble) afin de stimuler l'élaboration d'éléments communs dans ces rapports (et de permettre ainsi des comparaisons entre États membres). Idéalement, cela pourrait se traduire par la réalisation d'activités spécifiques par des sous-groupes de membres intéressés plus ou moins indépendants. Le réseau utilise les parties du site web du comité de contact qui lui sont réservées comme plateforme principale pour l'échange d'informations.
État d'avancement des travaux/ Réalizations/ Résultats en 2012	Le nombre d'ISC qui réalisent des rapports d'ensemble sur la gestion financière des fonds de l'UE en 2012 reste à un niveau plus ou moins constant. Parmi les treize ISC qui ont déjà publié des rapports d'ensemble dans les dernières années, neuf ont fait de même en 2012.  Cette année, le réseau a continué à développer les parties du site web du comité de contact qui lui ont été attribuées et recueille des informations de base qui doivent permettre la comparaison entre États membres relativement à la mise en place de la gestion, du contrôle et de l'audit afférents aux fonds agricoles de l'Union européenne. En outre, un groupe d'ISC dirigé par l'ISC tchèque a entrepris de recenser les informations indispensables pour l'élaboration de rapports (d'ensemble) et de déterminer la manière de structurer ces informations et de les rendre accessibles à toutes les ISC de l'UE. Enfin, le réseau a tenu deux réunions visant à l'échange d'expériences entre les ISC, les 2 et 3 février à Copenhague, ainsi que les 6 et 7 décembre à La Haye.
Lien vers les rapports/documents pertinents du réseau	
Activités de l'année (réunions, etc.)	Deux séminaires étaient inscrits au calendrier 2012 du réseau. Le premier s'est tenu en février à Copenhague. Il était centré sur l'audit du domaine de la PAC et plus précisément sur l'échange d'expériences en matière d'évaluation des risques dans ce domaine. Le deuxième, qui doit avoir lieu en décembre à La Haye, sera axé sur les résultats de dix ans de rapports d'ensemble et donnera lieu à une discussion sur la façon dont les ISC pourront s'entraider pour établir leurs rapports à l'avenir. Ce séminaire s'adresse aux membres habituels du réseau, mais aussi aux auditeurs des ISC nationales qui élaborent des rapports d'ensemble.
Membres du réseau et observateurs	Les activités du réseau sont ouvertes à toutes les ISC de l'Union européenne. Les ISC d'Allemagne, de Belgique, de Bulgarie, de Croatie, de Chypre, du Danemark, d'Estonie, de Finlande, de Hongrie, d'Italie, de Lettonie, de Lituanie, de Malte, des Pays-Bas (présidence), de Pologne, du Portugal, de République tchèque, de Roumanie, de Slovaquie, de Slovénie, de Suède et de Turquie, ainsi que la Cour des comptes européenne, participent aux travaux du réseau. Les ISC d'Autriche, de France et du Royaume-Uni ont participé à des activités antérieures.

<p>Nom de la personne de contact/ Présidence du réseau</p>	<p>La personne de contact du réseau est M. Jan van den Bos, de l'ISC des Pays-Bas (<a href="mailto:jmm.vandenbos@rekenkamer.nl">jmm.vandenbos@rekenkamer.nl</a>). La présidence tournante du réseau est actuellement assurée par M. Piet Rozendal, de l'ISC des Pays-Bas.</p>					
<p>Programme d'activité pour 2013</p>	<p>En 2013, le réseau souhaite poursuivre le développement du site web comme plateforme pour l'échange d'informations en plaçant plus de données permettant la comparaison entre pays dans les parties du site qui lui sont réservées. Il facilitera la création et les travaux des groupes d'ISC désireuses de travailler ensemble sous ses auspices (par exemple, le groupe de travail sur les sources d'information indispensables). Le calendrier ne prévoit encore aucune réunion et aucun séminaire sur la gestion financière des fonds de l'UE en 2013. Toutefois, le réseau apportera son aide à toute ISC qui souhaiterait organiser une réunion ou un séminaire sur ce thème.</p>					
<p>Travaux d'audit concernant les fonds de l'UE réalisés par les ISC de l'UE en 2012</p>		<p><b>(1) Rapport d'ensemble des ISC nationales sur la gestion financière des fonds de l'UE</b></p>	<p><b>(2) Section séparée consacrée aux fonds de l'UE dans le rapport annuel de l'ISC</b></p>	<p><b>(3) Nombre et type d'audits concernant les fonds de l'UE réalisés par l'ISC</b></p>	<p><b>(4) Type de rapports d'audit concernant les fonds de l'UE établis par l'ISC</b></p>	<p><b>(5) Nombre d'audits parallèles/coordonnés</b></p>
<p><i>États membres</i></p>						
Autriche	P(08/2012)	X	2 P, 1 «rapport d'ensemble»	RS, RG	-	
Belgique	-	-	1 F+P, 1 F+C+P, 2 O	RS	1	
Bulgarie	-	X	11 P	RS	1	
Chypre	A(11/2012)	X	30 F, 7 F+C, 9 F+O, 4 F+C+O	RG	-	
République tchèque	A(06/2012)	X	9 C+P	RS, RG	-	
Danemark	A(11/2012)	-	3 F, 2 P, 3 autres, 1 «rapport d'ensemble»	RS, Audité	-	
Estonie	-	-	2 P	RS	-	
Finlande	-	X	3 F, 2 P, 1 autre	RS	-	
France	-	-	1 P, 4 C+P*	RS, RG, Audité	-	
Allemagne	P (12/2012)	-	22**	RS, Audité	2	
Grèce	-	X	5 F	RG	1	
Hongrie	-	-	1 F, 1 C, 2 P	RS, RG	2	

Irlande	-	X	1 O	RG	-
Italie	A(07/2012)	-	1 F, 3 C+O, 5 O, 4 O+P	RS	1
Lettonie	-	-	2 C, 1 P	RS	1
Lituanie	-	X	11 autres	RS	-
Luxembourg	-	-	-	-	-
Malte	-	X	1 C, 1 P	RS, RG	-
Pays-Bas	A(02/2012)	-	1 F, 3 C+P, 1 «rapport d'ensemble» , 4 autres	RS	2
Pologne	-	-	20 F+C+P	RS, RG	4
Portugal	-	X	4 C+P, 8 autres	RS, RG, Audité	1
Roumanie	-	X	15 F, 24 F+C, 6 F+autres, 19 autres	RG, Audité	-
Slovaquie	A(5/2012)	X	4 (F+C+O)* ** 2 (C+O), 2 P	RS, RG	1
Slovénie	o(07/2010) ****	X	2 P	RS	2
Espagne	-	X	1 C+O+P	RG	-
Suède	-	-	1 F, 2 P	RS, RG	1
Royaume-Uni	-	-	2 F, 1 P	RS	-
<b><i>Pays en voie d'adhésion</i></b>					
Croatie	-	X	5 F	RS, RG	-
<b><i>Pays candidats</i></b>					
Islande	-	-	18 F	Audité	-
Ancienne République yougoslave de Macédoine	-	-	-	RG	-
Monténégro					
Serbie	-	-	-	-	-
Turquie	-	X	2 F	RG, Audité	-
* Au mois d'août 2012, il y avait eu 24 audits abordant des dossiers liés à l'UE. ** Tous les audits concernent des sujets ayant un rapport avec l'UE, mais ne sont donc pas strictement liés à l'UE. *** Audits de clôture compris. **** Ainsi qu'un aperçu annuel des flux financiers des fonds de l'UE intégré à l'audit du budget de l'État.					
Légende: 1) A = Rapport d'ensemble publié chaque année; o = Rapport d'ensemble publié une seule fois;					

P = Rapport d'ensemble publié périodiquement; f = (Projet d') étude de faisabilité d'un rapport d'ensemble dans un proche avenir.

3) F = Audit financier; C = Audit de conformité; O = Audit opérationnel; P = Audit de la performance; «Rapport d'ensemble» = Type d'audit à la base du rapport d'ensemble; Autre = Autre type d'audit.

4) RS = Résultats publiés dans un rapport séparé; GR = Résultats intégrés dans un rapport plus général; Audité = Résultats uniquement communiqués à l'entité auditée.

En général: X = Oui; - = Non; Blanc = Aucune information reçue (à ce stade).

Nom du groupe de travail/du réseau/de la <i>task force</i>	<b>Réseau d'experts dans le domaine agricole</b>
Objectif/Mandat	Depuis sa création à l'instigation de M. Bernicot, ancien Membre français de la Cour, lors de la réunion du comité de contact qui a eu lieu en décembre 2004, le réseau vise à permettre un échange informel d'informations d'ordre opérationnel et professionnel entre les institutions supérieures de contrôle et la Cour des comptes européenne (CdCE). Il a pour but de faire participer en particulier les homologues directement chargés de gérer l'audit des fonds agricoles de l'Union européenne.
État d'avancement des travaux/ Réalizations/ Résultats en 2012	En raison du départ en retraite de l'agent de contact et de la fermeture de l'ancienne plateforme CIRCA, il n'y a pas d'activités à signaler en 2012. Cette situation fait suite à plusieurs années de très faible activité pendant lesquelles la CdCE a été, en pratique, la seule à placer des documents sur le réseau. Des mesures ont récemment été prises pour transférer le contenu du réseau de l'ancienne plateforme CIRCA vers la nouvelle plateforme CIRCABC. L'objectif final est soit de fermer totalement le réseau, soit, si les ISC participantes sont réellement intéressées, de le relancer sous une nouvelle forme, en utilisant l'Extranet de la Cour.
Lien vers les rapports/ documents pertinents du réseau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="http://circa.europa.eu/Public/irc/agri/Home/main">http://circa.europa.eu/Public/irc/agri/Home/main</a> (lien vers l'ancienne plateforme CIRCA)</li> <li>• Le lien vers la nouvelle plateforme CIRCABC est indisponible à ce jour.</li> </ul>
Activités de l'année (réunions, etc.)	Aucune activité à signaler en 2012
Membres du réseau et observateurs	Au dernier dénombrement, le réseau d'experts dans le domaine agricole était composé de 26 agents de la CdCE, dont les six Membres de la Chambre I, auxquels s'ajoutaient 39 représentants provenant de 24 États membres de l'UE.
Nom de la personne de contact/ Présidence du réseau	<u>Personne de contact</u> : Michal Machowski, CdCE, courriel: <a href="mailto:michal.machowski@eca.europa.eu">michal.machowski@eca.europa.eu</a> . <u>Présidence</u> : doyen de la Chambre I de la CdCE.
Programme d'activité pour 2013	Interroger les ISC participantes afin de choisir entre fermer le réseau et le relancer sous une nouvelle forme, sur une nouvelle plateforme. Les caractéristiques du nouveau réseau seront à déterminer après une consultation approfondie de tous les experts du réseau sur leurs vrais besoins et les questions qui les intéressent réellement.

Nom du groupe de travail/du réseau/ de la <i>task force</i>	<b>Réseau sur l'audit des politiques budgétaires</b>
Objectif/Mandat	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Le réseau sur l'audit des politiques budgétaires a été créé en 2008 (résolution CC-R-2008-4 du comité de contact) sur la base d'une proposition d'activité conjointe présentée par les ISC de Finlande et de Suède. La résolution CC-R-2009-03 a par la suite confirmé la mise en place du réseau.</li> <li>•Le réseau a pour objectifs: <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'amélioration des méthodes et des pratiques en matière d'audit des politiques budgétaires nationales par le recours aux meilleures pratiques et par le partage d'informations entre les ISC actives dans ce domaine;</li> <li>- la constitution d'un réseau d'experts et le partage d'informations avec les ISC intéressées par ce domaine.</li> </ul> </li> <li>•Les activités du réseau couvrent la recherche de normes d'excellence (meilleures pratiques, collecte de données), le partage d'informations, ainsi que l'organisation d'ateliers et de séminaires, en vue de diffuser les informations disponibles en matière d'audit des politiques budgétaires.</li> </ul>
État d'avancement des travaux/ Réalizations/ Résultats en 2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Le réseau est manifestement centré sur l'élaboration des meilleures pratiques et sur l'échange d'informations. Les experts en matière d'audit des politiques budgétaires s'en servent comme forum de partage des questions d'ordre méthodologique et de leur savoir-faire.</li> <li>•Les séminaires annuels ont permis aux experts de différentes ISC de se rencontrer. Ils ont couvert des thèmes variés, allant de l'examen de la méthodologie d'audit à la présentation de différents résultats et thèmes d'audit. Le niveau de participation aux séminaires s'est révélé conforme aux attentes.</li> <li>•L'objectif consistant à constituer une banque de données rassemblant des documents relatifs à l'audit des politiques budgétaires n'a pas encore été atteint.</li> <li>•Les idées de départ consistaient notamment dans l'établissement d'un rapport sur les informations diffusées au sein du réseau (méthodologie, résultats des audits et thèmes d'audit), l'organisation d'un séminaire pour un public plus large (les ISC n'ont pas encore choisi de travailler sur ce thème), ainsi que la réalisation éventuelle d'audits parallèles.</li> <li>•Dans le contexte du séminaire annuel, un questionnaire portant sur la gestion, par les ISC, des compétences en matière d'audit des politiques budgétaires et d'audit des marchés financiers a été envoyé aux ISC de l'UE. Ce questionnaire sur les défis relatifs aux compétences en matière d'audit des politiques budgétaires et d'audit des aspects liés aux marchés financiers visait à recueillir des informations et des meilleures pratiques sur les sujets suivants: <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Quels défis les ISC de l'UE doivent-elles affronter sur le plan des compétences en matière d'audit des politiques budgétaires et des aspects liés aux marchés financiers?</li> <li>2) Comment les ISC de l'UE ont-elles relevé ces défis dans le cadre de leur gestion des ressources humaines?</li> </ol> </li> </ul> <p>Les synthèses des réponses au questionnaire sur les défis relatifs aux compétences en matière d'audit des politiques budgétaires et d'audit des aspects liés aux marchés financiers a été envoyée par courrier électronique aux participants au séminaire. Elle est également disponible sur les pages extranet du réseau sur l'audit des politiques budgétaires.</p>
Lien vers les rapports/	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Liens vers l'Extranet du réseau:</li> </ul>

documents pertinents du réseau	<p><a href="https://verify.poutapilvi.fi/vtv/http/www.vtv.fi/extranet">https://verify.poutapilvi.fi/vtv/http/www.vtv.fi/extranet</a></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Éléments disponibles sur l'Extranet.</li> </ul>
Activités de l'année (réunions, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Cour des comptes française a accueilli le quatrième séminaire annuel du réseau à Paris, les 18 et 19 juin 2012.</li> <li>• Le thème principal examiné par le réseau sur l'audit des politiques budgétaires en 2012 est la crise de la dette publique et l'assurance de la qualité des informations sur la position financière du gouvernement, ainsi que l'état et l'évolution des finances publiques.</li> <li>• Le réseau a pu compter sur la participation de 30 représentants d'ISC de l'UE (ISC de Belgique, du Danemark, d'Allemagne, d'Espagne, de France, de Lettonie, de Hongrie, des Pays-Bas, d'Autriche, de Pologne, du Portugal, de Slovaquie, de Finlande, de Suède) et de la Cour des comptes européenne.</li> <li>• Le réseau a également discuté des dernières évolutions du mécanisme européen de stabilité (MES), du semestre européen et de la nouvelle gouvernance budgétaire de l'UE. Le suivi des thèmes récemment abordés au sein du réseau, notamment les règles budgétaires nationales, les cadres budgétaires nationaux et l'audit des politiques budgétaires a lui aussi été traité.</li> <li>• Dans le cadre de ce séminaire, le réseau du comité de contact sur l'audit de la stratégie de Lisbonne s'est réuni le 19 juin.</li> </ul>
Membres du réseau et observateurs	<p><u>Membres</u>: ISC d'Autriche, de Belgique, de Bulgarie, de Chypre, d'Espagne, de Finlande, de France, de Grèce, de Pologne, de République tchèque, de Slovaquie, de Suède, de Turquie et Cour des comptes européenne.</p> <p><u>En outre</u>, des représentants des ISC du Danemark, d'Allemagne, d'Estonie, de Lettonie, de Hongrie, des Pays-Bas, du Portugal, de Slovaquie et du Royaume-Uni ont assuré des présentations lors des réunions du réseau.</p>
Nom de la personne de contact/ Présidence du réseau	<p><u>Personnes de contact</u>: Mme Nina Alatalo, vice-présidente du secrétariat et du département Audit de la politique budgétaire du <i>National Audit Office</i> de Finlande (<a href="mailto:nina.alatalo@vtv.fi">nina.alatalo@vtv.fi</a>), Mme Heidi Silvennoinen, auditeur principal spécialisé en audit de la performance (<a href="mailto:Heidi.silvennoinen@vtv.fi">Heidi.silvennoinen@vtv.fi</a>) au <i>National Audit Office</i> de Finlande et M. Thomas Hagberg, directeur de l'audit à l'institution supérieure de contrôle suédoise (<a href="mailto:Thomas.hagberg@riksrevisionen.se">Thomas.hagberg@riksrevisionen.se</a>).</p> <p><u>Présidence</u>: Mme Tytti Yli-Viikari, auditeur général adjoint de Finlande chargé de l'audit de la politique budgétaire et directrice du personnel du <i>National Audit Office</i> de Finlande.</p>
Programme d'activité pour 2013	<p>Le réseau continuera à échanger des informations et à améliorer les méthodologies et pratiques en matière d'audit portant sur des questions importantes relatives, d'une part, à la situation d'ensemble des finances publiques et, d'autre part, à la politique budgétaire ainsi qu'à l'établissement du budget.</p> <p>Les ISC de l'UE développeront activement de nouvelles méthodes de coopération afin de garantir la transparence, l'intégrité et l'obligation de rendre compte en ce qui concerne tant les finances publiques que les nouveaux mécanismes de stabilité dans la zone euro et dans l'ensemble de l'Union européenne.</p> <p>Les thèmes et activités principaux du réseau seront les suivants.</p> <p>La présidence du réseau sur l'audit des politiques budgétaires proposera de poursuivre, en 2013, les activités du réseau relatives aux méthodes et pratiques d'audit afférentes aux thèmes ci-après:</p>

- la viabilité des finances publiques (compte tenu du fait que la viabilité est l'un des thèmes centraux du congrès INCOSAI 2013);
- l'efficacité de la politique fiscale;
- les mesures liées à la crise financière, notamment l'application du dispositif réglementaire Bâle III sur les marchés financiers (2013);
- la mise en œuvre du semestre européen, la nouvelle gouvernance budgétaire de l'Union et les activités des ISC liées à l'audit de leur application au niveau national.

Pour de plus amples informations, veuillez vous référer à la version complète de la synthèse des travaux du réseau (document d'information intitulé «Réseau des institutions supérieures de contrôle (ISC) de l'Union européenne sur l'audit des politiques budgétaires: synthèse de l'état d'avancement en vue de la réunion 2012 du comité de contact», distribué pendant la réunion 2012 du comité de contact).

Le réseau invite les ISC intéressées à organiser un séminaire annuel en 2013. Veuillez contacter Mme Nina Alatalo, du *National Audit Office* de Finlande, par courriel à l'adresse [nina.alatalo@vtv.fi](mailto:nina.alatalo@vtv.fi).

Nom du groupe de travail/du réseau/ de la <i>task force</i>	<b>Réseau sur l'audit de la stratégie de Lisbonne/de la stratégie «Europe 2020»</b>
Objectif/Mandat	Encourager les activités de benchmarking des méthodologies et des pratiques des ISC dans le cadre de l'audit de thèmes liés à la stratégie de Lisbonne (résolution du comité de contact: CC-R-2009-03).
État d'avancement des travaux/ Réalizations/ Résultats en 2012	<p>Le 19 juin 2012, à Paris, le réseau a tenu un atelier visant à permettre aux ISC d'échanger leurs points de vue et de partager leurs expériences professionnelles concernant des audits passés, en cours ou à venir relatifs à la stratégie de Lisbonne et à des thèmes y afférents.</p> <p>La présidence du réseau compile des informations afin de présenter au comité de contact de 2012 une évaluation globale des travaux d'audit effectués par les ISC dans le contexte de la stratégie de Lisbonne/de la stratégie «Europe 2020».</p>
Lien vers les rapports/documents pertinents du réseau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Site web CIRCA</li> </ul>
Activités de l'année (réunions, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation d'un atelier, le 19 juin 2012 à Paris.</li> <li>• Rapport, à présenter devant le comité de contact de 2012, concernant les effets de la stratégie de Lisbonne et le rôle des ISC dans son évaluation.</li> </ul>
Membres du réseau et observateurs	<p>Membres du réseau:</p> <p>ISC de Belgique, d'Estonie, d'Italie, de Lettonie, de Hongrie, des Pays-Bas, d'Autriche, de Pologne, du Portugal, de Slovénie, de Finlande et de Suède. Cour des comptes européenne.</p>
Nom de la personne de contact/ Présidence du réseau	<p>Institution supérieure de contrôle du Portugal</p> <p>Président du réseau: José Luis Pinto Almeida (membre de l'ISC)</p>
Programme d'activité pour 2013	À l'étude.

Nom du groupe de travail/du réseau/ de la <i>task force</i>	<b>Task force chargée d'étudier les possibilités de coopération avec Eurostat et les instituts nationaux de statistiques</b>
Objectif/Mandat	La <i>task force</i> chargée d'étudier les possibilités de coopération des ISC de l'UE avec Eurostat et les instituts nationaux de statistiques (INS) a été mise en place par le comité de contact lors de la réunion d'octobre 2011, en réponse aux évolutions récentes en matière de gouvernance économique de l'UE. Elle a pour objectif général de déterminer dans quels domaines les ISC, Eurostat et les INS peuvent coopérer, ainsi que de donner des conseils concernant des actions concrètes.
État d'avancement des travaux/ Réalizations/ Résultats en 2012	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapport de la <i>task force</i> du comité de contact chargée d'étudier les possibilités de coopération avec Eurostat et les instituts nationaux de statistiques (état actuel des relations entre les ISC de l'UE et Eurostat/les INS; législation de l'UE concernant le rôle des ISC dans l'assurance de la qualité des données et autres initiatives d'Eurostat; domaines de coopération potentiels).</li> <li>• Projet de résolution du comité de contact concernant la coopération des institutions supérieures de contrôle avec Eurostat et les instituts nationaux de statistiques.</li> </ul>
Lien vers les rapports/ documents pertinents du réseau	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="http://www.contactcommittee.eu">http://www.contactcommittee.eu</a></li> </ul>
Activités de l'année (réunions, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• En février 2012, la <i>task force</i> a adressé un <b>questionnaire</b> à 27 ISC de l'UE afin d'analyser l'état actuel des relations entre les ISC, les INS et Eurostat.</li> <li>• <b>Les coprésidents de la <i>task force</i> ont encouragé</b> les ISC faisant partie de cette dernière à <b>entrer en contact avec les INS</b> et à échanger leurs points de vue sur les domaines de coopération potentiels.</li> <li>• Les réponses au questionnaire ont servi de base pour les discussions menées <b>par la <i>task force</i> lors de sa réunion des 21 et 22 juin à Copenhague</b>, réunion à laquelle ont assisté, outre les membres de la <i>task force</i>, des représentants d'Eurostat et de l'institut danois de statistiques. Les thèmes suivants ont été abordés: <ul style="list-style-type: none"> <li>○ le partage d'expériences, en coopération avec les INS (y compris la participation aux visites de dialogue en amont d'Eurostat);</li> <li>○ les initiatives de la Commission européenne/d'Eurostat qui concernent les ISC (par exemple, coordination plus étroite d'Eurostat et des ISC lors de la vérification de la qualité des sources utilisées pour chiffrer les dettes et les déficits publics; aide et participation des ISC lors des enquêtes d'Eurostat dans les États membres);</li> <li>○ l'étude détaillée des domaines potentiels de coopération entre les ISC, les INS et Eurostat;</li> <li>○ les possibilités d'intervention des ISC en faveur de la mise en place d'un système de comptabilité d'exercice et de l'application des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) dans leurs</li> </ul> </li> </ul>

	<p>pays respectifs;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ le projet de résolution du comité de contact.</li> </ul>
Membres de la <i>task force</i> et observateurs	<p><u>Membres</u>: ISC de Bulgarie, de République tchèque, du Danemark, d'Allemagne, d'Estonie, d'Espagne, de France, d'Italie, de Lettonie, de Malte, des Pays-Bas, d'Autriche, de Pologne, du Portugal, de Roumanie et de Finlande, ainsi que la Cour des comptes européenne.</p>
Nom de la personne de contact/ Présidence de la <i>task force</i>	<p>Mme Nanna Henning, ISC du Danemark (coprésidente)          Courriel: <a href="mailto:nh@rigrevisionen.dk">nh@rigrevisionen.dk</a> Tél. +45 33928575 Fax: +45 33110415</p> <p>M. Jacek Mazur, ISC (coprésident)          Courriel: <a href="mailto:Jacek.Mazur@nik.gov.pl">Jacek.Mazur@nik.gov.pl</a> Tél. +48 224445338 Fax: +48 224445793</p>
Programme d'activité pour 2013	<p>Avec le rapport et le projet de résolution du comité de contact, la <i>task force</i> a mené à bien la tâche qui lui avait été confiée.</p>